

Convention de partenariat national 2025-2027 entre France Travail & l'ANCT

**GT "emploi, développement économique et contrats de ville"
du 10 Mars 2026**

**Direction régionale France Travail Grand Est
Direction de la stratégie et des relations extérieures**

Sevgi ERYIGIT, chargée des relations extérieures

Sommaire

- 01** Mobiliser les moyens transverses et la coopération des acteurs p.05
- 02** Présentation des axes de ce partenariat 2025-2027 p.07
- 03** Poursuivons cette dynamique p.33

● Déroulé de la présentation

1

Présentation des 3 axes de la convention

2

Présentation / Rappel des dispositifs FT et ANCT

● Déclinaison du partenariat

Un axe structurel :



Assurer une gouvernance partagée et une mobilisation coordonnée des moyens afin de renforcer l'efficacité collective sur les territoires prioritaires.

Deux axes opérationnels :



Pour une meilleure coordination des politiques publiques au service des territoires prioritaires.

1

Mobiliser les moyens transverses et la coopération des acteurs

1

Renforcer l'accès aux droits et services

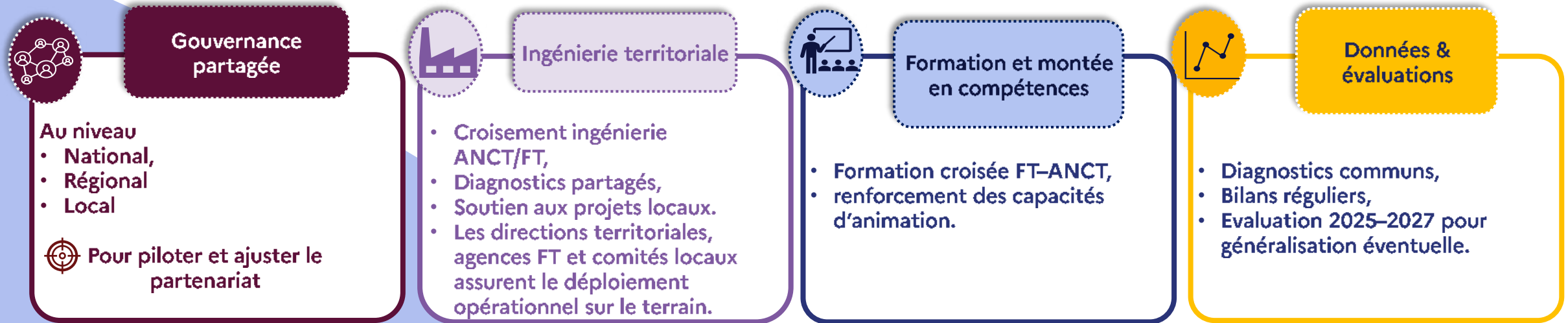
2

Développer l'attractivité des territoires et métiers

2 Mobiliser les moyens transverses, coopération et pilotage du partenariat

Moyens transverses
Pilotage
Animation
Evaluation

2 Mobiliser les moyens transverses et la coopération des acteurs



● **Axe 1 - Renforcer l'accès aux droits et aux services**

**France Services
Tiers-lieux
Aidants Connect
Conseillers Numériques**

● France Services

Chaque Français se trouve à moins de 20 minutes d'une maison France services, ouverte au moins cinq jours par semaines (24h hebdomadaires) dans laquelle il peut être accueilli, accompagné et orienté si besoin,

Les France services sont des lieux d'accueil et d'accompagnement permettant à chaque citoyen d'accéder à un service de proximité et de bénéficier d'un accompagnement administratif et humain pour effectuer ses démarches administratives du quotidien



Un pilotage au niveau départemental par les préfetures de département

LES PARTENAIRES NATIONAUX

12 opérateurs France services



Le cadre partenarial France Services et France Travail

- La convention France Travail / ANCT
- L'Accord cadre national France services qui lie les 12 opérateurs et l'ANCT
- Des conventions départementales

La poursuite d'un objectif commun : renforcer l'accès aux droits et aux services

La proximité usager

L'articulation de la politique France services et Point contact France Travail au service d'une même finalité : la proximité des usagers

L'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives relatives à l'emploi et l'insertion

« Aller vers » pour les publics les plus fragiles et les moins autonomes

La qualité de service

Un engagement conjoint dans le label Service public +

Exemples de collaborations France Travail / France services :

- L'outil Trademploi pour un public allophone : mise à disposition par France Travail d'un outil de traduction afin de faciliter l'accès aux services administratifs pour les usagers

● Tiers-lieux

Nouveaux lieux, nouveaux liens : Renforcer l'accès aux droits & services

- ✓ **Des collaborations locales entre des agences France Travail et des tiers-lieux se mettent en place pour répondre à plusieurs objectifs :**
 - La remobilisation vers l'emploi des publics éloignés
 - L'accès à des formations adaptées aux besoins locaux
 - La découverte de métiers et la mise en relation avec différents réseaux

Dispositifs gérés par le programme:

1. « Fabrique de Territoire »

- 407 Tiers-lieux labellisés depuis 2020
- Ressources pour les territoires, créateurs de richesse et d'emplois, renforçant le lien social et les coopérations locales

2. « Manufacture de proximité »

- 100 Tiers-lieux labellisés depuis 2021 (dont 16 avec appui complémentaire pour structuration de filières métiers)
- Favorise l'émergence de nouvelles activités économiques, mutualise savoir-faire et outils artisanaux

Le programme « Nouveaux Lieux Nouveaux Liens » :

✓ **Finance également 15 réseaux régionaux de tiers-lieux:** vraie porte d'entrée de l'écosystème tiers-lieux dans les territoires.

* La Coopérative Tiers-Lieux a signé une convention en 2018, préfiguratrice -10 tiers-lieux engagés dans parcours de remobilisation.

✓ **A géré et suivi le dispositif DEFFINOV** (avec la DGEFP/Ministère du travail), mis en place par les Régions:

- 203 projets de consortium labellisés (2022-2024) entre tiers-lieux et organismes de formation et acteurs de la compétence, pour coproduire des contenus et accueillir des usagers en formation

✓ **Le programme est également administrateur du GIP France Tiers-lieux**

- Créer pour animer l'interministérialité de la politique Tiers-lieux
- Une convention de coopération cadre a été signée en novembre 2025 avec France Travail pour renforcer les coopérations locales, au service des chercheurs d'emploi.

● Aidants Connect - Conseillers Numériques

Inclusion numérique

2 modalités d'action par expérimentation :



Identification en cours des
professionnels concernés
et des canaux d'expérimentation dédiés



Expérimentation dans 3 départements sur 2 modalités :

- Accompagnement collectif
- Accompagnement individuel (comptabilisé dans le contrat d'engagement)

Inclusion numérique



CONSEILLER
NUMÉRIQUE

Focus « Territoire Zéro Illectronisme » dans l'Allier : l'accompagnement des demandeurs d'emploi par les conseillers numériques



Etablir un process commun au RPE (Département, Missions Locales, Cap emploi, France Travail) de **diagnostic objectif** des compétences numériques et de **proposer un parcours adapté** de développement des compétences numériques des **usagers ayant une contrainte identifiée en matière de numérique**.



Le diagnostic est proposé à l'ensemble des **publics nouvellement inscrits**. Le parcours de développement des compétences s'adresse **aux publics ayant une contrainte identifiée sur le numérique**; la priorité sur les actions de remédiation numérique sera donnée aux situations d'illectronisme ou proches. Les publics souhaitant sécuriser leurs compétences et développer leurs compétences pour être autonomes dans leurs démarches pourront aussi être concernés.



Les actions visent à optimiser l'existant en termes de remédiation numérique et à densifier les solutions sur le territoire départemental.
Déjà 36 bénéficiaires d'un accompagnement par les conseillers numériques (collectif et en individuel).

● **Axe 2 - Développer l'attractivité des territoires et des métiers**

Clubs sportifs engagés : Stade vers l'emploi en QPV/Ruralité
Territoires d'Industrie
Ruralités & Villages d'Avenir
Montagne & Avenir Montagnes
Territoires QPV

● Clubs sportifs engagés : Stade vers l'emploi en QPV/Ruralité

Les incontournables d'une action portée par un club sportif engagé

Clubs sportifs engagés



Une association sportive

Athlétisme, badminton, basket, tennis de table, rugby...



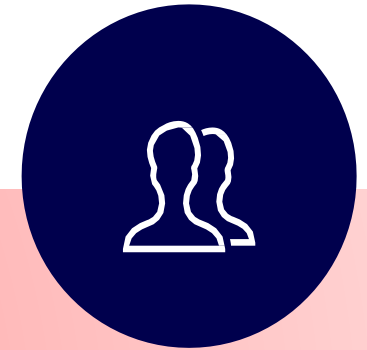
Une agence France Travail

ou un partenaire de France Travail
(Mission locale, Cap Emploi, APEC, ...)



Des entreprises

exprimant des besoins de recrutement



Des demandeurs d'emploi

Ou personnes orientées vers France Travail par le club
Public 16 ans et +

Publics spécifiques
(QPV, ZRR);
jeunes, PSH, senior, BRSA..

<https://lesclubs-sportifs-engages.francetravail.fr/>



Mener des actions spécifiques avec France Travail

Actions à prioriser en QPV et ruralité

Pour aller plus loin

1

Faire équipe avec le réseau pour l'emploi

Être en contact régulier avec ses partenaires du Réseau pour l'Emploi.

Connaître l'offre de service du RPE et la faire connaître à sa communauté.

1 soirée de l'engagement par agence en QPV/Ruralité

2

Le sport pour créer du lien

Ouvrir un créneau de séance sportive / organiser un événement sportif dans un quartier, créer du lien et orienter les personnes éloignées de l'emploi vers le RPE.

1 action d'aller-vers Par agence en QPV/ruralité

3

Le sport pour redonner confiance

Organiser un stage de remobilisation par le sport pour des personnes éloignées de l'emploi/BRSA.

Proposer des activités physiques à des jeunes dans le cadre des CEJ.

4

Le sport pour recruter autrement

Organiser un Stade Vers l'Emploi (DSVE)

Organiser un Job dating sportif

5

Le sport pour faire découvrir les métiers

Organiser une session de découverte des métiers en pratiquant du sport

Découvrir les métiers du sport et de la filière sport

6

Les parcours complets grâce au sport

Accompagner la mise en œuvre de parcours sans couture pour les DE (repérage, remobilisation, job dating sportif, accompagnement dans l'emploi...).

Passage à l'échelle avec des clubs engagés locaux

● Territoires d'Industrie



TERRITOIRES D'INDUSTRIE

Temps II (2023-2027)





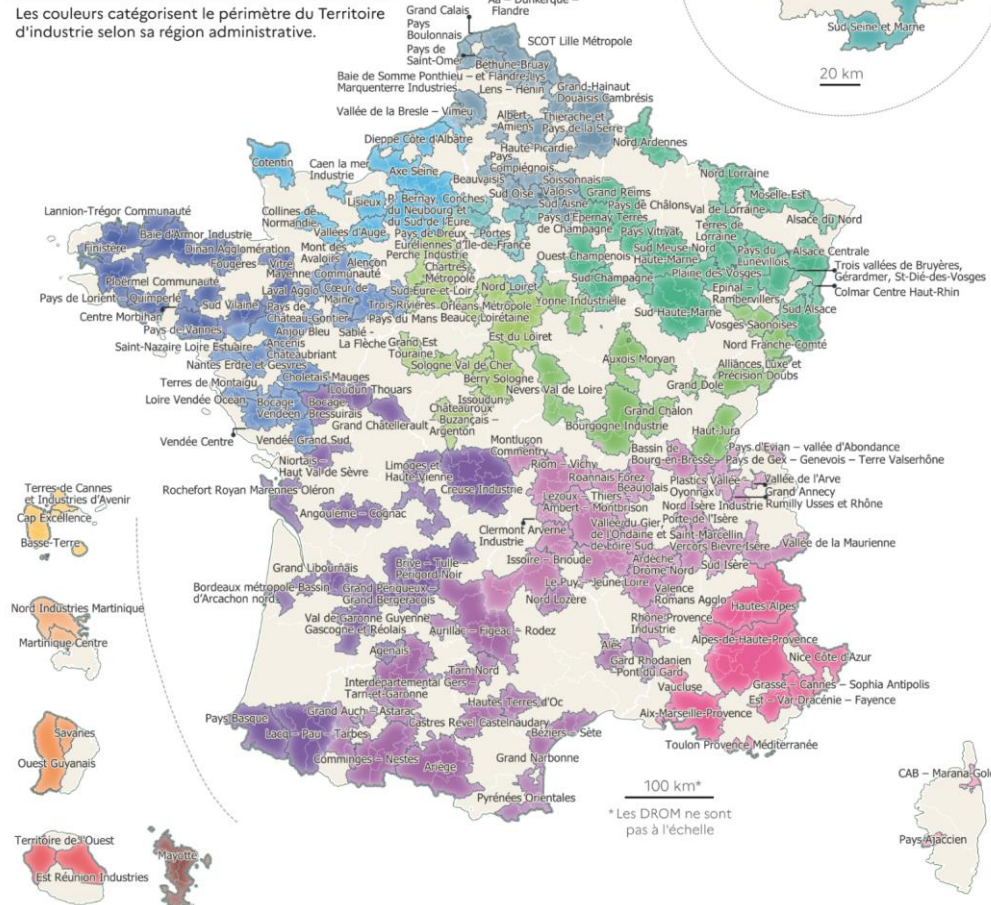
183 territoires d'industrie

À date du 20 octobre 2025

Périmètre du Territoire d'industrie

Lorem

Les couleurs catégorisent le périmètre du Territoire d'industrie selon sa région administrative.

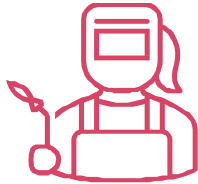


Coordination des réseaux

- Identification et animation d'un réseau de référents France Travail dans les 183 TI, interlocuteurs des chefs de projet / référents TI locaux
- + coordination au niveau régional
- Création d'une équipe Teams interne (France Travail) dédiée

Rôle de France Travail et de ses référents

- Participation à la gouvernance locale des TI (COFIL locaux) et à l'avancée des projets structurants des TI sur le volet compétences - emploi (+200 actions de TI identifiant France Travail comme un partenaire central)
- Identification des projets et dynamiques de recrutements actuels et futurs dans les métiers industriels
- Un point d'entrée privilégié pour l'écosystème industriel au sens large





❖ Déploiement opérationnel de la collaboration

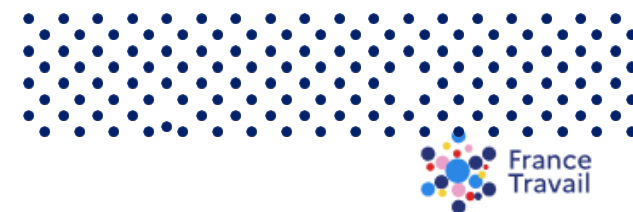
- **National** : mise en place d'un **COPIL annuel de suivi** ; COPIL opérateurs partenaires de TI bimensuel
- **03/2024** : participation de France Travail (national) à un séminaire national TI portant sur le développement des compétences / emploi industriels dans les territoires auprès des chefs de projet TI
- **03/2025** : participation de France Travail (national/local) à un webinaire d'information dédié à la mise en place des Comités locaux pour l'emploi / task force industrie, à destination des chefs de projet TI
- *Autres séquences* : salon des maires (table-ronde emploi/industrie en 2024), semaine de l'industrie (local)

❖ Objectifs de la convention France Travail / ANCT pour le programme TI

- **Poursuivre et renforcer la collaboration entre les réseaux** respectifs de référents locaux / coordinateurs régionaux (identification, participation aux COPIL-COTECH TI/CLE-TF industrie, coordination des actions)
- **Favoriser la connaissance réciproque et la mobilisation des offres de services respectives** pour répondre aux besoins de recrutement des employeurs industriels
- **Renforcer le partage d'information sur les initiatives** intéressant le champ d'intervention du partenaire
- **Partager et promouvoir les outils de diagnostic** de l'évolution du marché du travail et des besoins en compétences dans les TI (via le portail DATA emploi de France Travail notamment)

❖ Indicateurs de suivi

- Nombre de référents France Travail identifiés → **218 référents FT identifiés.**
- Nombre d'actions tagguant France Travail dans l'outil Grist et suivi de leur mise en œuvre



● Ruralités & Villages d'Avenir

Montagne & Avenir

Montagnes

Agenda rural et France ruralité : Mise en place d'un réseau ruralités

- **Ministre délégué chargée de la Ruralité**
- **Un comité interministériel aux ruralités**
Ruraliser les politiques publiques
Mieux prendre en compte ce qui est fait
Identifier les politiques publiques à soutenir et favoriser leur émergence
- **Des référents ruralités** dans chacun des ministères
Dans chaque ministère un point de contact « courroie de transmission » des sujets ruralités
- **Référents ruralités départementaux** – Sous-préfets d'arrondissement nommés à la ruralité et point de contact dans les territoires. Constitution d'un réseau Etat France ruralités sous la supervision du SP nommé aux ruralités

Mise en œuvre de France ruralités (IOML2321550J – 21/08/2023)

Axe 1

Un programme d'ingénierie à destination des communes rurales – **Villages d'avenir**

Axe 2

Un plan interministériel d'action dénommé « **France Ruralités Solutions** »

Axe 3

Une dotation de valorisation **des aménités rurales**

Axe 4

Un renfort d'attractivité avec la réforme des **zones de revitalisation rurale (FRR)** – Entrée en vigueur 1er janvier 2024



Exemple de mesures mobilisables :



ATTRACTIVITÉ ET SERVICES

Le Volontariat territorial en administration : Une mission d'ingénierie de 12 à 18 mois pour appuyer les collectivités rurales sur leurs projets de territoire

A destination de :

- ✓ Communes territoriales rurales (établissements publics de coopération intercommunale, communes)
- ✓ Sous certaines conditions, les syndicats mixtes, communes de densité intermédiaire, associations, pays et PETR

Recrutement d'un jeune de 18 à 30 ans ayant un bac+2 minimum

Modalités de financement:

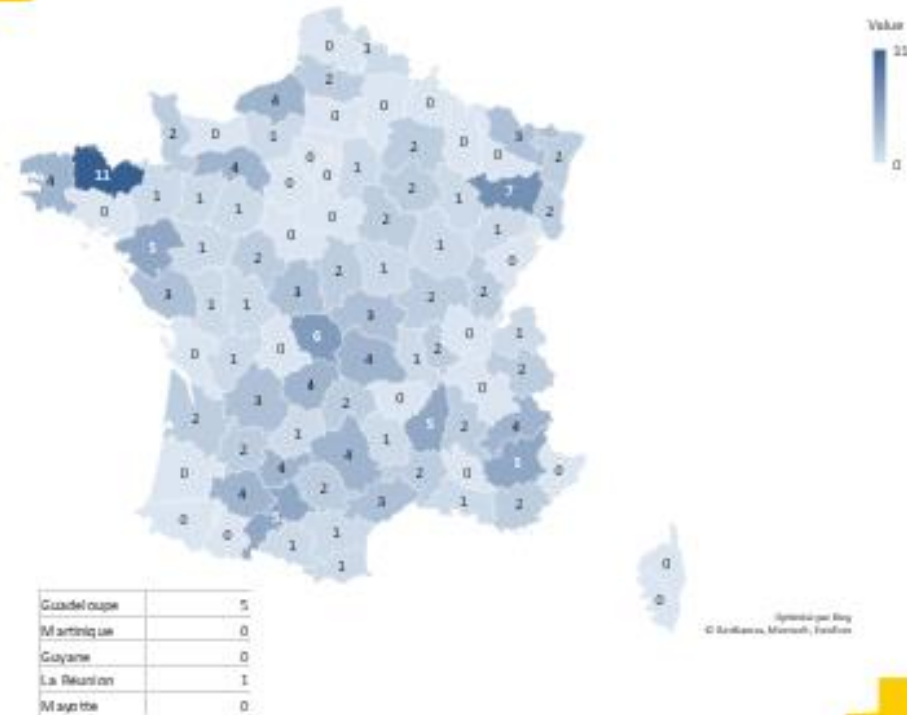
Aide de 15 000 euros à la collectivité

Indicateur 2025 : 960 jeunes VTA déjà recrutés dans 613 collectivités

Contacts : Préfecture



Volontaires Territoriaux en Administration 2024
(Janvier à Décembre)



Exemple de mesures mobilisables :



MOBILITÉS

Financer des projets en zones rurales.

- **Volet 1 :** Élaboration d'une stratégie mobilité/d'un plan de mobilité simplifié/assistance à maîtrise d'ouvrage
- **Volet 2 :** Création d'un service ou d'un bouquet de services de mobilité de proximité, animation des solutions de mobilités, conseil à l'utilisation de services, dont achat de petits véhicules

L'EPCI ou la commune bénéficiaire mais possibilité de porter un projet avec une association sur Démarches simplifiées

Aide et support pour le montage des dossiers : les cellules France mobilités régionales



Source : La Traine covoiturage

Lien avec la politique de la montagne

- Interlocuteurs au niveau local :
Commissariats de massif, en lien avec les services de l'état au niveau local
- Enjeux importants en territoires de montagne autour de l'emploi :
 - Emploi saisonnier
 - Valorisation des métiers de la montagne (artisanat, agriculture, industrie, ...)
 - Développement de tourisme 4 saisons
- Exemple d'une bonne pratique :
 - Dynamique départementale « Jeunes en montagne », initiée par la Préfecture de l'Isère, avec notamment la co-construction de plusieurs événements visant l'insertion professionnelle
 - Travail avec la Mission locale de Grenoble
 - Volonté de « Job dating » sur les métiers de la montagne



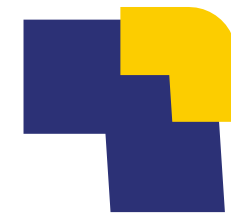
● Dans les territoires QPV

● Dans les territoires QPV

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont identifiés comme des territoires prioritaires pour le développement de l'attractivité des territoires et des métiers.

Les actions menées dans ces quartiers reposent notamment sur :

- 1 **La participation systématique de FT aux comités de pilotage de la politique de la ville, animés dans le cadre des contrats de ville**
- 2 **La prise en compte des enjeux d'emploi, d'accès aux droits et d'insertion professionnelle dans les diagnostics et les plans d'actions élaborés pour les QPV**
- 3 **La coordination des interventions de FT avec celles des acteurs mobilisés par l'ANCT dans ces quartiers (collectivités, associations, services de l'État).**



3 leviers d'action pour renforcer l'emploi dans les quartiers

Renforcer l'impact

Principaux objectifs du CIV :

- Intégration des acteurs de la politique de la ville dans les CLPE
- 1 action d'aller-vers dans chaque QPV
- 100 000 DE accompagnés par FT
- 80 000 apprentis issus des QPV
- 100 000 entrepreneurs issus des quartiers
- 15 000 entreprises engagées

Un cadre d'action renforcé :

- CIO Ministère du Travail/Ministère de la Ville
- Convention France Travail/ANCT
- Convention Caisse des dépôts/ANCT

- **Croiser les engagements des contrats de ville et ceux des feuilles de route**
- **Collecter et partager les données** pour mieux piloter et évaluer la politique publique
- **Evaluer** les démarches et les mesures

Mobiliser le droit commun

- **Développer l'apprentissage**
- **Renforcer le parrainage**
- **Faciliter l'accès aux dispositifs de seconde chance**
- **Déployer une action d'aller-vers**, en lien avec France Travail, dans chaque QPV
- **Conventionner** avec les principaux acteurs de l'emploi

Encourager les coopérations

- **Associer les acteurs de la politique de la ville aux CLPE** (notamment les cités de l'emploi)
- **Organiser le rebond** pour permettre à chaque porteur de projet de création d'aboutir ou trouver une insertion professionnelle
- **Faciliter la coordination des différents dispositifs d'insertion** professionnelle et des dispositifs spécifiques (dont EQ 2030, LES-PaQte, etc.)

Croisement des ambitions



379 contrats de ville



194 feuilles de route des CLPE
complétées sur RESANA

- 52% des feuilles de route CLPE complétées ont comme public cible les QPV
- 837 croisements sur les 28 priorités emploi des feuilles de route CLPE

- Les 5 premières priorités emploi conjointes

Coordination des acteurs	87
Accès à la formation	76
Attractivité des métiers	75
Mobilité	75
Sécurisation des parcours	60

=> Un exemple de croisement

Thématiques abordées dans le CV (lien avec les comités territoriaux pour l'emploi)	Thématiques abordée dans la feuille CLPE axant les QPV (priorités Resana)	Fiche Barnabé
Mobilité Accès à la formation Autres Coordination des acteurs Gestion des appels à projet Garde d'enfants Sécurisation des parcours Recherche de candidats Connaissance des besoins Pauvreté / précarité Autonomie		PDF
Mobilité Accès à la formation Orientation Création d'entreprise Méconnaissance des aides et mesures Illectronisme Métiers en tension Clauses sociales Coordination des acteurs Gestion des appels à projet Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences Attractivité du territoire Sécurisation des parcours Connaissance des besoins Pauvreté / précarité	Gestion Prévisionnelles des Emplois et des compétences Recherche de candidats Coordination des acteurs Sécurisation des parcours Métiers en tension	PDF

● Ce qu'il faut retenir

Poursuivons cette dynamique :



Continuons à déployer les actions au plus près des besoins identifiés, comme vous le faites déjà avec agilité et discernement.



Renforçons les liens entre professionnels, à l'image des coopérations exemplaires entre DP et agences France Travail qui ont partagées aujourd'hui.



Investissons pleinement les CLPE, qui deviennent, grâce à vous, de véritables espaces de coordination vivants et efficaces



Poursuivons la mobilisation du droit commun, déjà très présente, en veillant à toucher tous les territoires, notamment les plus fragiles.

QUESTIONS – REPONSES

 **Merci de votre
participation !**